



DIARIO

DEL GOBIERNO DE CATALUÑA

Y DE BARCELONA,

Del Sábado, 16 de Marzo de 1811.

S. Heriberto Obispo y Confesor.

Las quarenta horas están en la Iglesia Parroquial de Ntra. Sra. 'del Pino' se expone á las siete de la mañana, y se reserva á las cinco de la tarde.

DIA.	TERMÓMETRO	BARÓMETRO.	VIENT. Y ADMÓSFERA
14 á las 11 de la noc.	10 grad.	4 28 p. 1 l. 6	E. N E. cubierto lluv.
15 á las 6 de la mañ.	9	9 28 2	N. Nubes.
15 á las 2 de la tard.	13	2 28 2	E. Idem.

NOTICIAS PARTICULARES DE BARCELONA.

Arrêté relatif au mode de paiement et de réclamations.

Les contributions des Portes et Fenêtres et des Patentes seront mises incessamment en recouvrement, à partir du 1.er avril prochain, pour les neuf derniers mois de l'an 1811. Il est essentiel que les contribuables, assujettis à ces deux contributions ou à l'une d'elles, connaissent et leurs droits et leurs obligations.

L'arrêté de S. E. Monseigneur le Maréchal Duc de Tarente, en vertu duquel a été rendu le nôtre le 10 décembre dernier, portant établissement de la contribution sur les portes et fenêtres, et de celle dite des patentes, accordait aux contribuables la facilité de payer par douzièmes, c'est-à-dire qu'avant le 31 janvier, ils devaient avoir opéré le paiement du 1.er douzième de toutes leurs contributions, et ainsi continué de mois en mois. Au moyen de l'avis donné par nous au public le 6 janvier, d'après lequel le

Ayuntamiento de Madrid

recouvrement des contributions directes est ajourné jusqu'au 1^{er} avril, et la perception de ces impositions ne devant commencer qu'à cette époque, les contribuables ne doivent que les trois quarts de la somme à laquelle ils sont portés au rôle, et commenceront à opérer leurs paiemens par neuvièmes de ces trois quarts, à partir du 1^{er} avril, et devront avoir fait le premier paiement le 30 du même mois. On doit observer que ce terme est de rigueur et que tous ceux qui n'auraient pas effectué le paiement du neuvième échu à la fin d'un mois se mettent dans le cas d'être poursuivis par le Percepteur des contributions, et que ces poursuites augmentent toujours d'autant la somme qu'ils ont à payer.

On observe encore que ce mode de paiement, n'étant qu'une facilité accordée au contribuable, rien n'empêche ceux qui voudraient payer deux, trois, quatre mois ou plus, de le faire, mais à l'avance.

Dans le cas où quelque contribuable se croirait surimposé, ou grevé et lésé d'une manière quelconque, dans la répartition de son imposition, la voie de la réclamation lui est ouverte, et il peut former une demande en dégrèvement; cependant pour éviter que ces demandes ne se fassent trop inconsidérément, on doit faire connoître la forme de la demande, les délais dans lesquels la pétition énonciative de cette demande doit être présentée, les pièces justificatives dont elle doit être accompagnée, enfin les frais qu'elle pourrait occasionner dans le cas d'un énoncé faux.

Toute pétition contenant demande en dégrèvement d'une imposition quelconque, doit nous être adressée; elle ne peut concerner qu'une seule nature de contribution, elle doit être sur papier timbré et sur une feuille double et entière, datée et signée par le pétitionnaire, et remise dans les bureaux de l'Intendance avant le 10 juin prochain pour tout délai, à peine de nullité.

On joindra à la pétition un duplicata de l'avertissement que le Percepteur enverra à chaque contribuable de la somme à laquelle il est imposé; cet avertissement doit être revêtu du duplicata des quittances des sommes payées à-compte. Pour qu'une pétition soit admise, ces quittances doivent justifier du paiement du tiers au moins du montant de la quote du pétitionnaire réduite comme il est dit ci-dessus aux trois quarts, et les contribuables observeront que la demande en réclamation ne peut arrêter, ni même retarder le paiement des neuvièmes à mesure de leurs échéances. Si la demande en dégrèvement est reconnue fondée et le dégrèvement accordé, il sera adressé à la fin de l'année au pétitionnaire une ordonnance de la somme dont il aura été dégrivé, et cette ordonnance sera admise l'année d'après, en paiement d'à-compte des contributions de ladite année.

Le Percepteur ne pourra exiger pour le duplicata qu'on lui demandera que cinq centimes.

Les contribuables hors d'état de payer par le manque absolu de faculté sont dispensés des formalités prescrites par la loi, et peuvent se présenter chez

le C
15 r
mens
et n
paye
M
Com
surés
donc
et se
leur
qui a
plies
au p
de M
s'il y
tribun
Il
ceux
encou
besoi
Il
10 l
et de
Ce
pour
chaqu
que l
Qu
les fe
tion,
graph
ces fa
elles
d'aprè
Les Y
comm

Il
suites
acqui

le Commissaire de leur quartier, avec leur billet d'avertissement, et avant le 15 mai pour tout délai. D'après la connoissance qu'il aura et les renseignements qu'il prendra, le Commissaire constatera sur leur billet d'avertissement, *et non sur d'autre papier*, l'impossibilité absolue dans laquelle ils sont de payer aucune contribution, et le signera.

Munis de ce certificat d'indigence, ils iront le présenter à Messieurs les Commissaires répartiteurs assemblés à l'hôtel de ville, lesquels après s'être assurés de l'état de dévouement absolu du particulier dénommé dans le billet, donneront leur avis par écrit au bas du certificat du Commissaire de quartier, et feront remettre à la fin de chaque séance au percepreur les billets qui leur auront été présentés et qu'ils auront admis. Les contribuables indigens qui auroient négligé ces dernières formalités, ou qui ne les auraient pas remplies dans le délai ci-dessus, c'est-à-dire avant le 15 Mai, seront assujettis au paiement de leur contribution et poursuivis. Nous jugerons d'après l'avis de Mr. le Directeur des contributions et celui de Messieurs les Répartiteurs s'il y a lieu à accorder à ces indigens une décharge absolue de leur contributions.

Il sera fait des visites pour vérifier les faits annoncés par les pétitions, et ceux d'entre les pétitionnaires qui se seraient permis de faire des énoncés faux, encourront une amende, prélèvement fait des faits d'expertise, s'il en a été besoin, qui sera applicable au profit des Hospices civils.

Il s'est élevé des questions sur l'interprétation de l'article 4 de l'arrêté du 10 Décembre portant établissement de l'imposition des portes et fenêtres et de celles dites patentes.

Cet article dit: À partir de 1.^{er} Janvier 1811, il sera perçu quinze francs pour chaque porte cochère ou charretière; un franc cinquante centimes pour chaque fenêtre des 1.^{ers} et 2.^{es} étages et soixante quinze centimes pour chaque fenêtre du 3.^e étage. Les fenêtres dites mansardes ne seront pas taxées.

Quelques personnes ont paru croire que dès que l'arrêté n'énonçait pas les fenêtres au dessus du 3.^e étage, elles étaient exemptes de la contribution, cette interprétation est fautive et la preuve en est dans le dernier paragraphe de l'article qui exempte nominativement les fenêtres dites mansardes; ces fenêtres sont celles qui sont placées au dessus de l'entablement du toit, elles sont seules exemptées de l'impôt. Toutes les autres y sont assujetties; d'après cela les fenêtres au-dessus de 3.^e étage doivent 75 centimes chacune. Les fenêtres du rez de chaussée et d'entresol sont comme partout considérées comme fenêtres du premier et second.

Poursuites autorisées contre les contribuables en retard.

Il est intéressant pour les contribuables de connaître quelles sont les poursuites que le percepteur est autorisé à diriger contre ceux qui n'auraient pas acquitté leurs neuvièmes ~~de leur contribution~~ de fin de chaque mois.

Il a été dit ci-dessus que le percepteur devait faire parvenir à chaque contribuable des deux contributions nouvellement établie un avertissement énonciatif de la somme pour laquelle il y est compris. Cet avertissement doit leur être fourni gratis, et ils doivent le rapporter en venant payer; il sert à recevoir les quittances que le percepteur est tenu de leur donner gratis aussi.

L'imposition cadastrale se percevra comme précédemment mais simple.

Le premier de chaque mois le Percepteur fera une liste des contribuables en retard de payer et la remettra signée de lui à l'huissier porteur de contraintes, attaché à son bureau, et ce dernier portera aux individus compris sur la liste un premier acte sous le nom d'*avant-contrainte*, contenant le nom du débiteur et la somme à payer, pour lequel acte chacun de ceux à qui'il sera adressé payera cinq centimes.

Trois jours après la signification de cette avant-contrainte, et faute par ceux contre lesquels elle aura été décernée de venir payer dans le délai prescrit, le Percepteur remettra à l'huissier une nouvelle liste toujours signée de lui, portant comme la première le nom et le domicile du retardataire et la somme dont il est en arrière, avec sommation et commandement à lui de se libérer dans 24 heures pour tout délai, à peine de saisie et exécution de ses meubles; l'huissier recevra un franc pour la signification de cet acte: il doit être assisté de deux témoins dans cette opération.

Si le contribuable ne se rend pas à cette sommation et ne paye pas, le percepteur a le droit de l'y contraindre par la saisie et exécution, dépôt et vente de ses meubles, en suivant les formalités d'usage dans ce pays. Tous les frais resteront à la charge des contribuables. Lorsqu'on aura été contrant d'en venir à cette voie de rigueur envers un contribuable, le percepteur pourra, lors de la vente qui sera faite de meubles et effets, percevoir le paiement entier de ce que ce contribuable devra pour solde de toutes ses contributions, en observant que la vente ne peut se faire que jusqu'à concurrence de ce qui est dû pour contribution et pour les frais. Le préposé chargé de la vente est obligé sur sa responsabilité de la discontinuer, dès qu'elle a produit de quoi lui payer ces objets. Le surplus des meubles est dans ce cas remis en nature à la partie saisie.

S'il survient quelque contestation entre un contribuable et le Percepteur, elle se jugera administrativement par nous, sur l'avis de Mr. le Directeur des contributions.

Fait à Barcelone, le 14 mars 1811.

L'Intendant, Signé A. DE LUPPE.

Pour copie conforme,

Le Secrétaire-général de l'Intendance, Signé PARIS-LASPLAIGNES.

BARCELONA, En l'en l'orden del Govern general de
Cataluña, calle dels Escudellers.